



Consulter  
le journal



ACTUALITÉS ▾

ÉCONOMIE ▾

VIDÉOS ▾

OPINIONS ▾

CULTURE ▾

M LE MAG ▾

SERVICES ▾



INTERNATIONAL - HAÏTI

Favoris ★

Partage



## Haïti : à Port-au-Prince, « le chaos est total, les gangs sont partout, surarmés et d'une violence hors de contrôle »

Dans la capitale haïtienne, la violence inouïe des bandes armées pousse les habitants à fuir. L'assassinat du président Moïse Jovenel, mercredi 7 juillet, pourrait aggraver la situation.

Par Nicolas Bourcier (Cap-Haïtien et Port-au-Prince, envoyé spécial)

Publié le 08 juillet 2021 à 11h36 - 🕒 Lecture 4 min.

🔒 Article réservé aux abonnés



A Port-au-Prince, en Haïti, le 7 juillet. JOSEPH ODELYN / AP

Il habite Fontamara 27, et ce n'est ni un film ni un roman fantastique. Longtemps, il a cru qu'il allait s'en sortir, poursuivre modestement ses études de laborantin en évitant la violence quotidienne de son quartier au drôle de nom, un de ces trop nombreux bidonvilles de Port-au-Prince où les habitants tentent, jour après jour, de sauver leur peau de l'étreinte macabre.

### Édition du jour

Daté du lundi 12 juillet



Lire le journal numérique

Les éditions précédentes

A plusieurs reprises, il a vu le sang couler, des cadavres en pleine rue de victimes de règlements de comptes. Souvent, il a passé des nuits sans dormir, la peur au ventre, entouré de sa cousine et sa tante, les yeux dans le vague à énumérer, à voix basse, le nom des gangs, leurs chefs, leurs quartiers et territoires mouvants tout autour de leur frêle maisonnée : Martissant, Bicentenaire, Bizoton 53, Village de Dieu, Delma 6... et leurs sicaires, les Krisla, Bourgogne, Ti-Lapli, Grand Ravine, Izo 5 secondes ou Barbecue. Autant de noms à donner le vertige et la nausée, dans une ville qui n'a cessé, ces dernières années, de gravir ses paliers d'ébullition. Et puis, un jour, c'en était trop.

Privilège abonnés

NEWSLETTER « LE BRIEF DU MONDE »

L'actualité internationale et française, résumée par la rédaction.

S'inscrire →

A 28 ans, le regard entravé sous les ferrailles de la peur, Darwin Dady a rempli deux valises, le 17 juin, pour fuir à la hâte sa petite demeure et s'installer loin de la capitale, au Cap-Haïtien, deuxième ville d'Haïti, une des plus pauvres et chaotiques aussi, mais infiniment moins étouffante et mortifère que sa grande sœur du sud. « *L'explosion de violence a commencé à Martissant, le 15, entre deux bandes rivales, elle s'est répandue partout, au point qu'il était impossible de rester* », souffle-t-il.

**Lire aussi** | [L'assassinat du président Jovenel Moïse plonge Haïti dans le chaos](#)

Comme Darwin, près de 10 000 personnes ont quitté en quelques heures leurs maisons de briques et de tôles. Certaines ont été brûlées, d'autres pillées. Comme lui, les habitants en fuite ont dû payer 250 à 500 gourdes (entre 2,25 et 4,50 euros, environ le salaire d'une journée de travail) pour passer les points de contrôle tenus par les jeunes hommes en armes. « *Un cauchemar, dit-il. On ne peut toujours pas revenir, ça tire tous les jours et pas seulement chez moi, le brasier est total.* » Même les policiers ne sont pas retournés dans leur commissariat de Martissant, ni un peu plus au nord, à Portail-Saint-Joseph, ni à Cité Soleil. Il ajoute : « *Avec l'assassinat, cette nuit, du président Moïse Jovenel, cela ne va pas s'arranger, les choses vont même empirer.* »

### « Le président a envoyé les gangs pour semer la terreur »

Aujourd'hui, Port-au-Prince, c'est peut-être ça : une capitale en perdition avec un avant-goût de guerre civile. Une spirale infernale pointée du doigt pour la violence inouïe infligée à ses habitants et une absence tout aussi inouïe des pouvoirs publics. Près de 90 gangs auraient été recensés en ville. Un nombre équivalent en province. Certains avec des relations aux plus hautes sphères du pouvoir. « *Le président ne voulait pas que les quartiers se soulèvent et manifestent contre la situation désastreuse du pays, alors il a envoyé les gangs pour semer la terreur* », lâche Darwin, d'un trait.

Le quartier Fontamara 27 n'avait pas manifesté du temps du « Peyi lok » (« pays fermé »), ce mouvement social surgit en 2018, un an après l'élection de Jovenel Moïse, et qui avait paralysé le pays pour exprimer sa colère contre la vie chère et la corruption des dirigeants en place. Le chef local, Kazo, policier de son état, avait fait passer le message que personne ne devait rejoindre les manifestations anti-Jovenel. « *On restait tous chez nous, par peur* », dit Darwin.

## Les plus lus

- 1 Covid-19, variant Delta, retraites... Emmanuel Macron attendu de toutes parts avant son allocution
- 2 Cuba : la colère éclate dans les rues, les partisans du régime appelés à répliquer
- 3 Euro 2021 : l'Italie sacrée pour l'ensemble de son œuvre face à des Anglais attentistes

La seule fois où il dit avoir participé à une marche de protestation, c'était à l'autre bout de la ville, loin « *des antennes* », comme on les surnomme, ces yeux et oreilles qui rapportent aux chefs de gangs les faits et gestes des habitants du quartier. « *Depuis, Kazo s'est joint à d'autres chefs de gangs, qu'on dit plutôt proches du pouvoir, comme Barbecue et ses alliés, ajoute-t-il. Ils font la guerre aux quartiers eux aussi sous la coupe de gangs, mais réputés plutôt proches de l'opposition ou connus pour remplir les cortèges des manifestants.* »

### « Aujourd'hui, c'est le chaos total »

De tout temps, Haïti a connu des liaisons dangereuses entre les bandes armées et le pouvoir. Il y a eu les « tontons macoutes » avec les Duvalier, les « chimères » avec Jean-Bertrand Aristide. « *Mais là, après dix ans du parti PHTK [Parti haïtien Tèt Kale, la formation de Jovenel Moïse et de son mentor et prédécesseur, Michel Martelly] au pouvoir, la spirale de la violence a atteint un niveau jamais égalé, et cela dure depuis près d'un an, depuis l'annonce de nouvelles élections* », affirme un militant local des droits de l'homme, qui préfère rester anonyme.

#### Lire aussi | [A Haïti, la « descente aux enfers » de la population face à la violence](#)

Rose Marie, elle, n'a pas pu fuir loin de la capitale, mais elle a été prise en charge par la Fondation [AVSI](#), une ONG d'origine italienne d'aide aux victimes sur le terrain haïtien depuis vingt ans. A 69 ans, le visage armé de rage et encore un peu d'espoir, cette mère de quatre enfants a quitté le 15 juin son domicile, « *sans affaires, sans rien* », pour venir s'abriter ici, près du centre-ville et du palais présidentiel. D'une voix étonnamment calme, cette ancienne petite commerçante dit se souvenir d'une situation comparable à celle qui a suivi la période du coup d'Etat de 2004. « *A la différence que les bandes étaient alors organisées et très bien hiérarchisées. Aujourd'hui, c'est le chaos total, les gangs sont partout, surarmés et d'une violence totalement hors de contrôle.* »

Elle n'est pas allée voter en 2016. « *Trop de tirs, et aussi cette peur des kidnappings.* » Elle ajoute : « *De toute façon, il n'y a pas d'opposition, que des divisions et des querelles.* » Rose Marie dit, elle aussi, mal dormir. Sa tension, assurément ; son diabète, aussi. Mais elle ne se plaint pas. « *Depuis ces mois de violences, tout le monde autour de moi tombe malade ou développe des pathologies.* » Elle est une survivante. C'est déjà ça, fait-elle mine de se consoler.

**Nicolas Bourcier** (Cap-Haïtien et Port-au-Prince, envoyé spécial)

Contribuer

Favoris 

Partage

